

**Norois**

Environnement, aménagement, société

195 | 2005/2**L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale
des inégalités sociales et des rapports de pouvoir**

L'appropriation socialement différenciée de l'espace urbain de Maracaibo (Venezuela)

*Social differentiation of urban space appropriation in Maracaibo (Venezuela)***Jean-Marc Fournier, Gustavo Chourio et Andrès Echeverría**

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/norois/501>

DOI : 10.4000/norois.501

ISBN : 978-2-7535-1543-7

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 43-58

ISBN : 978-2-7535-0123-2

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Jean-Marc Fournier, Gustavo Chourio et Andrès Echeverría, « L'appropriation socialement différenciée de l'espace urbain de Maracaibo (Venezuela) », *Norois* [En ligne], 195 | 2005/2, mis en ligne le 06 août 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/norois/501> ; DOI : 10.4000/norois.501

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

L'appropriation socialement différenciée de l'espace urbain de Maracaibo (Venezuela)

Social differentiation of urban space appropriation in Maracaibo (Venezuela)

Jean-Marc Fournier, Gustavo Chourio et Andrès Echeverría

NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet article a été reçu le 5 janvier 2004 et définitivement accepté le 23 juin 2005.

- 1 Ce texte cherche à montrer les liens entre usages et appropriations de l'espace urbain dans le contexte vénézuélien. La notion d'appropriation est ici envisagée de manière très large depuis la propriété foncière juridiquement et officiellement reconnue jusqu'à l'appropriation illégale par l'invasion de terres urbaines. L'espace-laboratoire retenu est Maracaibo, deuxième ville du Venezuela avec 1,7 million d'habitants en 2001. Une des particularités de cette ville est sa grande taille : elle mesure plus de 25 kilomètres du nord au sud et sa superficie dépasse les 300 km². Par ailleurs, cette ville est relativement multiculturelle puisqu'elle a attiré depuis 50 ans de très nombreux migrants venus d'Europe, de toute l'Amérique latine et surtout de Colombie. De plus, 8 % de la population totale est considérée, d'après le recensement de 2001, comme étant indigène, c'est-à-dire appartenant à une ethnie disposant d'une langue et d'une culture spécifiques. Jusqu'aux années 1990, l'espace était utilisé de manière très extensive. L'urbanisation obéissait à une logique de colonisation d'espaces relativement peu mis en valeur auparavant. Trois processus qui correspondent à trois types d'espaces différents ont été retenus pour tenter de cerner la question des usages et appropriations de l'espace : les transformations du centre historique, les invasions de terrains pour la construction de logements auto-produits et l'apparition de quartiers privés et fermés. Dans une optique de géographie sociale, on cherche à montrer que le pouvoir sur l'espace géographique est très variable

d'un groupe social à un autre et que les inégalités dans la maîtrise de l'espace, et dans son appropriation, reflètent les inégalités sociales par ailleurs très étendues au Venezuela.

- 2 Il semble important de distinguer ici d'emblée les trois notions que sont la possession, la propriété et l'usage¹ de l'espace géographique. La possession est le fait de posséder, d'avoir, de détenir, de disposer ; la faculté d'user ou de jouir d'un bien. La notion de propriété recouvre le même sens mais avec les dimensions juridiques et d'exclusivité supplémentaires : c'est le droit d'user, de jouir et de disposer de biens d'une manière exclusive et absolue sous les restrictions établies par la loi. La nuance est donc d'une grande importance, surtout lorsqu'il s'agit de l'espace géographique retenu pour bâtir le logement et le foyer familial. Aujourd'hui, en effet, une grande partie des terrains des villes d'Amérique latine est occupée de manière dite irrégulière, illégale voire clandestine. Un grand nombre d'habitants possède donc des terrains sans en avoir la propriété juridique. Il s'agit d'une urbanisation de fait. L'idée de possession suppose que les terrains envahis sont bien délimités, qu'ils sont aménagés et souvent reconnus par les pouvoirs politiques, même si ces pratiques sont officiellement illégales. Enfin, la notion d'usage est le fait d'appliquer, de faire agir un objet, pour obtenir un effet qui satisfasse un besoin, que cet objet subsiste (utilisation), disparaisse (consommation) ou se modifie (usure). L'usage de l'espace géographique dans le contexte urbain latino-américain désigne donc une occupation de terres urbaines relativement floue, incertaine et peu reconnue. Il s'agit, la plupart du temps, d'espaces très éloignés, peu convoités, voire répulsifs : des terrains inondables, proches de sources de pollution, etc. Dans ce cas, les habitants font un simple usage de l'espace car leur situation sociale est très précaire, ils peuvent être facilement délogés, et surtout ils peuvent être obligés de quitter les lieux pour des raisons de mobilité contrainte, etc. L'usage de l'espace est donc ici envisagé comme une occupation temporaire à la différence de la possession ou de la propriété qui désignent généralement des modes d'appropriation inscrits dans une plus longue durée. Il faut ajouter que, dans ce texte, la notion de pratique de l'espace se réfère au fait de parcourir, de se déplacer, d'exercer des activités dans un espace, en dehors du logement.

Un centre historique populaire mais dont l'appropriation est contrôlée par quelques-uns

- 3 Le centre historique de Maracaibo, d'origine coloniale, ressemble aux centres des villes d'Amérique latine. Une grande place centrale (la Place Bolivar où est érigée la statue hautement symbolique de Simon Bolivar) est entourée de bâtiments qui représentent les principaux pouvoirs : pouvoir politique (Mairie, Gouvernement régional, représentants de l'État), pouvoir religieux (églises, couvents, cathédrale, etc.), pouvoir des forces armées (police), pouvoir législatif, pouvoir financier (Banque Centrale du Venezuela), etc. Certains édifices correspondant à d'autres types de pouvoirs ont été délocalisés comme par exemple ceux liés à l'Université publique ou encore la Chambre de commerce et d'industrie. Jusque dans les années 1940, les habitants les plus aisés résidaient à proximité de la place centrale. Schématiquement, la position sociale des habitants décroît du centre vers la périphérie. Centralité urbaine et lieux de pouvoir coïncident. Cependant, les habitants les plus riches disposent de résidences secondaires en dehors de la ville. Il s'agit de cette manière de se démarquer socialement et spatialement. Par ailleurs, dans les pratiques spatiales, le centre historique est un lieu populaire parce que les lignes de tramway et de taxis collectifs s'y rejoignent et parce que le commerce populaire y est

intense autour d'un grand marché permanent. À cette époque, on peut dire qu'il y a une forte appropriation du centre par le groupe socialement dominant. Il s'agit d'une appropriation en terme de propriété foncière mais aussi de contrôle des monuments publics et de leur dimension symbolique. Pour le reste de la société, les formes de l'appropriation sont plus discrètes et plus temporaires. Il s'agit par exemple des commerçants ambulants qui s'installent pour la journée sur les trottoirs : les *buhoneros*.

- 4 Puis, entre 1950 et 1960 apparaît ce que M. Machado *et al.*, (1994) appellent « l'autre ville » : la ville dite pétrolière². L'essor de l'exploitation du pétrole dans la région est en effet traduit par la construction d'une ville parallèle, moderne, très peu dense qui comprend de nombreux pavillons et aussi quelques tours d'habitation. Cette urbanisation est liée à une forte consommation d'espace. On ne cherche pas à réorganiser ou à transformer la ville existante mais on va construire ailleurs autre chose de différent et de manière relativement dispersée. L'économie de rente pétrolière qui se met en place apparaît ainsi comme un facteur explicatif de nouvelles formes urbaines qui s'accompagnent de nouveaux types d'usage et d'appropriation de l'espace. De fait, cette deuxième ville est construite par la somme d'initiatives individuelles et ne répond pas à un plan d'ensemble. Si, au départ, le mouvement est amorcé par une volonté de distinction sociale et géographique de l'élite sociale, par la suite, d'autres groupes, et notamment la classe dite moyenne, les rejoignent. Le modèle prédominant est alors celui des villes nord-américaines où l'on tend à vouloir habiter dans des pavillons individuels d'un seul niveau, entourés de jardins et situés dans des périphéries peu denses et desservies par de grands axes routiers et autoroutiers. La forte immigration et la forte croissance urbaine liées au dynamisme économique pétrolier contribuent à l'apparition de périphéries urbaines très éloignées du centre historique. Comme dans bien d'autres villes d'Amérique latine, des centres secondaires apparaissent avec, d'une part, l'émergence de marchés populaires, et d'autre part, avec la construction de petits centres commerciaux dans les années 1970 puis de véritables *malls* à partir du milieu des années 1990 : des complexes commerciaux fermés pouvant compter une centaine de boutiques, mais aussi des services (cinémas, salles de sport, etc.) et qui tendent à devenir, bien que privés, des espaces publics de promenade et de rencontre. Le centre historique est en conséquence peu à peu délaissé et la proportion d'habitants issus des classes populaires ne cesse alors d'y augmenter.

Expropriation, démolition et réappropriation du quartier populaire El Saladillo

- 5 Au milieu des années 1970, le Président de la République, Monsieur Rafael Caldera, annonce officiellement, lors d'un déplacement à Maracaibo, la transformation du centre de la ville. Il s'agit de raser le quartier populaire El Saladillo et de le remplacer par une immense avenue de près d'un kilomètre de longueur sur plus 300 mètres de large, par de vastes espaces piétonniers et par quelques logements et bâtiments administratifs. Cet ensemble est alors rebaptisé le *paseo de la ciencias* (la promenade des sciences). Il est le support de monuments dédiés à la science (sculptures, statues, etc.) qui symbolisent la modernité. C'est un choix radical visant à réorganiser totalement l'espace urbain par la reconstruction de bâtiments (nouvelle architecture) et la réalisation de nouveaux axes de transport (nouvel urbanisme). On fait table rase. Plusieurs milliers de familles aux revenus modestes sont expropriées et relogées en périphérie dans des logements sociaux.

Le quartier était composé de maisons d'un seul niveau aux façades jointes et peintes avec des couleurs très vives. À l'intérieur des habitations, de très hauts plafonds permettaient la circulation d'air. Les ouvertures n'étaient pas très grandes et d'épais volets en bois contribuaient à se protéger du soleil pendant la journée tandis que des grilles extérieures permettaient de les ouvrir sans problème de sécurité la nuit pour pouvoir bénéficier de la brise. Cette architecture était largement inspirée des maisons des colonies hollandaises des Caraïbes. Le quartier était perçu comme étant le cœur populaire de la ville. Les chansons populaires que sont les *gaitas*, qui racontent la vie quotidienne des habitants, en témoignent largement aujourd'hui encore.

- 6 Cette intervention de l'État vénézuélien s'inscrit dans un contexte très centralisé dans la mesure où, au Venezuela, les Gouverneurs et les Maires ne sont élus que depuis 1989. À cette époque, la gestion urbaine était donc limitée à l'application de normes nationales essentiellement édictées par des architectes et des ingénieurs. Face à des projets imposés par l'État, les marges de négociation des populations locales apparaissaient réduites. Les espaces urbains étaient en réalité plus perçus comme des modèles fonctionnels que comme des constructions sociales. De vastes espaces piétonniers et des tours d'habitations modernes ont ainsi été construits pour remplacer ce quartier traditionnel et attirer des habitants de la classe moyenne ou aisée. Mais ces logements, rapidement et assez mal conçus, n'ont pas obtenu le succès escompté. Des administrations ont bien été implantées comme par exemple le Ministère du développement urbain. Mais en réalité, de nombreux terrains ont été maintenus vacants et ils le sont toujours. Les espaces piétonniers sont restés déserts. Seules quelques rues de l'ancien quartier ont été rénovées à des fins touristiques très locales. La rue emblématique de cet ensemble, la *calle Carabobo*, a d'ailleurs été doublée d'un deuxième nom : la rue de la tradition. L'insalubrité des logements, la vétusté des réseaux urbains, l'inadaptation de la trame urbaine d'origine coloniale aux nouveaux modes de vie de l'époque, ont justifié cette destruction massive. L'objectif visait également à rendre accessible le centre de la ville pour les automobiles. Il s'agissait aussi d'une forme d'intervention sociale visant à améliorer les conditions de logement de ces habitants. La présence d'une population aux conditions de vie qui devenaient de plus en plus difficiles, et dont les conditions de logements se détérioraient alors que les familles s'agrandissaient, constituait également une menace sociale potentielle géographiquement trop proche des lieux de représentation des pouvoirs. Leur proximité géographique traduisait une proximité sociale perçue comme un danger. Cette opération d'urbanisme permet ainsi une mise à distance tant spatiale que sociale sous couvert d'aide sociale. Pour plusieurs auteurs, il s'agit d'un traumatisme imposé par le gouvernement central. J. Portillo (2003) parle même de mutilation de Maracaibo.
- 7 Cette vaste opération d'urbanisme a donc cherché à modifier les usages de l'espace. Cela correspond à une époque de grands travaux urbains de modernisation du Venezuela alors parfois désigné comme l'Arabie Saoudite de l'Amérique latine. Il s'agissait aussi de redonner un poids symbolique important au centre face à une très forte croissance urbaine et un étalement sans précédent de la ville. C'était aussi l'occasion, pour les pouvoirs publics, de se réapproprier cet espace central de la ville, en excluant une partie du secteur populaire qui y devenait trop important.

La patrimonialisation de façade du centre

- 8 Depuis le milieu des années 1990, le centre de Maracaibo fait l'objet de nouvelles transformations. On peut parler de tentative de reconquête du centre-ville avec la rénovation de bâtiments anciens, dont l'architecture est jugée originale, pour les transformer en lieux dédiés à la culture et aux arts. Par exemple, en 2000, le théâtre Baralt bâti dans les années 1930 a été entièrement et luxueusement rénové par le Gouverneur. C'est de nouveau un lieu pouvant accueillir des spectacles mais aussi des cérémonies prestigieuses (galas, séminaires, etc.). La bâtisse attenante a été rasée afin d'y construire un parking entouré de hauts murs et de grilles : on cherche de cette manière à assurer la sécurité des visiteurs par l'édification de lieux clos et surveillés. Un autre exemple significatif de ces transformations peut être signalé avec l'ancien marché couvert populaire devenu le Centre d'art de Maracaibo Lía Bermúdez. Cependant, ces opérations ponctuelles de rénovation ne constituent pas un plan d'ensemble visant à restaurer les bâtiments historiques qui subsistent en centre-ville. En dehors de ces investissements publics, il faut dire que quelques bâtiments ont été rénovés par le secteur privé, notamment par des établissements scolaires privés : écoles d'informatique, université privée, etc. La restauration de ces édifices historiques, dont les nouvelles fonctions sont destinées à attirer des groupes au niveau socioculturel relativement élevé, induit quelques nouvelles pratiques du centre historique. Certaines catégories favorisées se rendent désormais dans le centre, non pas parce qu'elles y habitent ou qu'elles veulent faire des achats, mais pour assister à des cours, des spectacles, des concerts ou expositions d'art, des cérémonies officielles, etc. Cependant, ces transformations restent très limitées. Elles n'ont pas modifié la structure de l'emploi dans cette partie de la ville où prédomine le commerce populaire et ses emplois pas ou peu qualifiés.
- 9 Le centre historique de Maracaibo n'a pas donc pas fait l'objet d'un processus d'embourgeoisement ou de gentrification. Néanmoins, ce centre fait l'objet d'investissements financiers publics et de pratiques qui traduisent bien une nouvelle forme de réappropriation, par des groupes privilégiés, d'un espace central qui symbolise toujours fortement les différents pouvoirs qui s'exercent dans la société. Ainsi, en avril 2004, six mois avant les élections régionales, le Gouverneur de l'état du Zulia inaugure la promenade de Nuestra Señora de Chiquinquirá. Il s'agit d'une vaste étendue construite à la place de l'ancien *paseo de las ciencias*. En quelques mois seulement, d'énormes travaux de terrassement et de construction sont réalisés : le sol est surélevé de plusieurs mètres, des centaines d'arbres et de lampadaires, d'immenses fontaines aux multiples jets d'eau, des balustrades, des statues, des pelouses, etc. apparaissent et bouleversent l'apparence du centre-ville. Une statue de trente mètres de hauteur de la patronne locale, la Vierge de Chiquinquirá, trône au milieu de ce décor flamboyant neuf. Cette statue s'ajoute à l'autre statue hautement symbolique du centre-ville : celle de Simon Bolivar et en diminue de fait l'importance. Il ne reste rien de l'ancienne promenade dédiée à la science. Une plaque en bronze est ostensiblement scellée dans un mur qui souligne que cette œuvre est celle du Gouverneur en place. On peut dire que, dans une certaine mesure, le Gouverneur s'est personnellement approprié une partie du centre-ville à des fins électorales relativement claires. Des architectes nord-américains spécialisés dans la construction des décors de Disneyland ont par ailleurs collaboré au projet.

- 10 Au-delà de la dynamique urbaine, historique, de table rase et de reconstruction à l'échelle d'un îlot entier, de l'évidente opportunité politique du Gouverneur et de l'intérêt de l'Église catholique (le projet a été approuvé par le Vatican), il convient de tenter de saisir le sens d'une transformation aussi radicale et monumentale. Tout d'abord, il faut dire que la création d'un tel décor ne peut se faire au Venezuela que dans le contexte d'un relatif pouvoir financier des pouvoirs publics, ce qui est le cas actuellement avec le prix historiquement élevé du pétrole. Ce lieu est en dehors du temps et de l'espace : il n'a rien à voir avec les paysages des espaces environnants. On pourrait dire que ce lieu fonctionne comme les parcs et certains lieux de tourisme urbain nord-américains. Ce sont des lieux du rêve, du spectacle féérique, de la promenade dans un autre monde, très différent de la ville réelle. Cette réalisation correspond également à une monumentalité, une opulence et une certaine extravagance architecturale qui caractérise l'histoire de Maracaibo. Les revenus pétroliers ont en effet autorisé, pendant les périodes fastes, des « miracles » de l'urbanisme : des coups de baguette magique transformant du jour au lendemain des quartiers entiers pour les transformer en des lieux entièrement neufs et clinquants. Par ailleurs, l'ancienne promenade des sciences n'a jamais réussi à attirer les habitants des classes moyennes dans le centre et a été progressivement dégradée. Par exemple, par manque d'entretien, certains bassins d'eau décoratifs sont devenus de simples réceptacles de poussières. Le jour, quelques marginaux, des mendiants, parfois des enfants des rues s'appropriaient les espaces situés à l'ombre des arbres, pour passer du temps et éventuellement pour s'y assoupir. La nuit, d'autres catégories s'appropriaient la promenade et apparaissaient alors des lieux de rencontres pour homosexuels ou encore de prostitution. D'un point de vue de l'urbanisme, une opération de réhabilitation s'imposait donc alors que d'un point de vue social, des groupes jugés indésirables s'appropriaient temporairement cet espace délaissé.
- 11 Au total, les interventions publiques sur le centre-ville sont très limitées et n'obéissent pas à un plan d'ensemble. Il est difficile de dire que, comme à Caracas, le centre est approprié par la classe politique liée au gouvernement de Hugo Chavez définissant ainsi un territoire social et politique exclusif (Coing, 2004). À Maracaibo, tant le Maire (partisan du Président Chavez) que le Gouverneur (opposé au Président Chavez) interviennent ponctuellement dans un centre qui reste fondamentalement populaire.

Figure 1 : La promenade des sciences du centre ville construite au milieu des années 1970 (cl. J.-M. Fournier, juin 2004)

City center esplanade of sciences built in the mid 1970s

Les invasions de terrains : une « sous-appropriation » de l'espace géographique ?

- ¹² À Maracaibo, les invasions illégales de terrains constituent le principal mode de croissance urbaine. Les quartiers dont les terrains ont été envahis pour l'auto-construction de logements sont appelés des *barrios*. Il s'agit d'un phénomène historique et massif qui se manifeste encore aujourd'hui. Le processus d'invasion de terres existe en effet à Maracaibo depuis les années 1930. Mais la nature de ce phénomène a changé au cours du temps (Echeverría, 1995). Jusqu'à la fin des années 1950, le besoin de logements justifie une occupation illégale, par ailleurs limitée, des espaces urbains. On s'approprie alors l'espace sans le contrôle de l'État, ni d'agents officiels. On colonise l'espace urbain dans le contexte d'un pays relativement neuf et aux immenses étendues. La dictature de Pérez Jiménez (1948-1958) et son programme, essentiellement à Caracas, de « guerre contre les *ranchos* » (les cabanes autoproduites) nuancent cependant la tolérance vis-à-vis des occupations illégales de terrains.

Figure 2 : Le remplacement de la promenade des sciences par la promenade de Nuestra Señora de Chiquinquirá (2004) (cl. J.-M. Fournier, juin 2004)

Replacement of the esplanade of sciences by the esplanade Nuestra Señora de Chiquinquirá (2004)

- 13 Puis, dans les années 1960 et 1970, ce processus est politisé même si l'offre de logements de la part de l'État n'est pas négligeable. Les candidats aux élections encouragent cette tendance avec des promesses de dotation de services urbains même lorsque l'occupation est « illégale » (Bolivar, 1995). Le clientélisme politique entérine donc les invasions comme étant la norme pour la croissance urbaine et l'accès au logement des plus pauvres. Dans les années 1980 et 1990, la dimension économique des invasions devient très importante : les terres publiques et privées sont désormais convoitées et envahies en fonction de leur position dans la ville et de leur potentiel économique. Les invasions répondent donc au besoin vital d'avoir un lieu pour vivre, un logement mais c'est aussi un moyen d'acquérir et de capitaliser de l'argent tout en continuant à générer des clientèles politiques. Il faut aussi dire que, jusqu'à la fin des années 1980, les *barrios* pouvaient être construits en périphérie sans contrainte majeure en terme de temps de transport quotidien vers les zones d'emplois. Par la suite, l'invasion d'espaces urbains s'exerce plutôt dans les très nombreux espaces laissés vacants et moins périphériques. De plus, depuis la fin des années 1990, face à l'absence de politique du logement adéquate, les invasions ont largement augmenté, ce qui est conforme à l'évolution nationale où, en 2003, le pourcentage d'autoconstruction illégale a dépassé le taux historique de 50 % (Coing, 2004).

De l'occupation des terrains à la spéculation

- 14 Selon A. Echeverría et G. Chourio (2001), l'autoproduction de logements concerne 60 % des habitants de Maracaibo. On peut tenter de catégoriser les grandes étapes de ce processus. Pour les terrains, il y a d'abord appropriation physique par les habitants par le nettoyage et la délimitation des lots par des cordes, des pieux, etc. et par le travail

éventuel d'aplanissement. Par la suite, la clôture est améliorée, le terrain est aménagé, des arbres peuvent être plantés, etc. On peut ensuite identifier quatre catégories de logements correspondant à quatre étapes successives : le logement dit en construction ou *rancho* (cabane d'une seule pièce bâtie avec des matériaux non durables : cartons, bois, plastiques, etc.) ; le logement dit en développement (construction et agencement de différentes pièces) ; le logement dit consolidé (les matériaux non durables ou inadéquats ont été remplacés par des matériaux appropriés et durables : béton armé, ciment, brique, etc.) et le logement dit relativement terminé : l'ensemble est plutôt fonctionnel, il est même partiellement ou totalement décoré.

- 15 Au moment de l'invasion, le sol n'a pas de valeur significative car son occupation est illégale. De plus, il n'a pas toujours vocation à être urbanisé (terrains en pente, inondables, etc.). La faible valeur financière initiale et la facilité à céder ces terrains (il n'y a aucun document légal) favorisent alors la rotation des détenteurs. Cette flexibilité répond aux besoins d'habitat urgents (Bolivar, 2001a). Les parcelles et les logements qui les occupent peuvent être loués, donnés, vendus ou encore occupés en échange de leur surveillance (*al cuida*). Les activités immobilières existent donc. Elles sont mêmes parfois vigoureuses et associées à des logiques spéculatives. Cependant, les échanges ne sont pas uniquement liés à des ressorts économiques (Echeverría et Chourio, 2001). Les logiques sociales et culturelles sont parfois déterminantes. Pour les habitants, l'objectif de constituer un capital financier et de le faire fructifier reste relativement aléatoire ; les transactions ne sont pas toujours rationnelles. Le quotidien consiste d'abord à répondre aux besoins de base : se nourrir, se vêtir, etc.
- 16 En général, l'invasion du terrain s'effectue en quelques heures, le plus souvent la nuit. Le défrichage demande quelques jours tandis que les transformations par étapes successives pour l'amélioration du logement et l'obtention des services durent plusieurs années, voire plusieurs dizaines d'années. Cela permet donc d'avoir accès à un logement très rapidement même si l'organisation d'une invasion peut nécessiter plusieurs mois : regroupement de plusieurs dizaines, voire d'une centaine de familles, repérage d'un terrain, négociations éventuelles informelles avec le propriétaire, attente du moment politique propice pour mener des tractations avec des élus, avec des leaders qui connaissent bien le processus, etc. (Bolivar, 2001b). Des contacts sont également établis avec quelques habitants voisins du terrain convoité pour établir, dès le premier jour, les prises clandestines d'électricité. L'un de ces voisins, qui habite parfois un logement dit formel, c'est-à-dire officiellement et juridiquement reconnu, peut d'ailleurs avoir la fonction de responsable de l'invasion. Il coordonne les opérations : délimitation et numérotation des lots, des futures rues, règlements des conflits, etc. Les habitants de l'invasion versent à ce responsable de l'argent qui leur garantit, en échange, une certaine complicité locale. Résidant sur place, il peut être consulté à tout moment en cas de problème à résoudre. Lorsqu'il dispose d'un logement reconnu, il présente de plus une certaine légitimité aux yeux des habitants de l'invasion et, dans une certaine mesure, légitime même leur présence. L'invasion est donc très organisée et n'a rien de spontané ou d'anarchique.

Flou juridique et « sous-appropriation » de l'espace

- 17 Au départ, la difficulté est de pouvoir rester sur place pendant au moins trois jours sans être expulsé : la législation vénézuélienne interdit en effet le délogement par la force d'un

logement occupé pendant plus de trois jours consécutifs. Pour cette raison, les invasions ont souvent lieu la veille d'un week-end, moment pendant lequel les inspections de la police sont plus rares. Par ailleurs, si un terrain très sommairement aménagé n'est ni entretenu, ni surveillé pendant un certain temps, il peut être l'objet d'une nouvelle conquête par de nouveaux habitants. Des conflits naissent ainsi qu'il est difficile de résoudre en l'absence de tout document écrit, l'avantage étant souvent donné à la dernière personne occupant physiquement le terrain (Bolivar, 2002). Pour pallier ce problème, certains habitants qui n'occupent pas en permanence le lieu inscrivent leur nom, leur numéro de carte d'identité nationale et leur numéro de téléphone portable en grandes lettres sur les murs extérieurs du logement. Par ailleurs, si un propriétaire redoute une invasion de son terrain, il l'entoure d'une clôture et met un panneau où il écrit « propriété du colonel x », même s'il n'est pas colonel. La stratégie est en réalité dissuasive.

- 18 Au bout de deux années, il apparaît impossible de déloger les habitants occupant un terrain envahi : un sentiment d'appartenance a été développé qui donne une forte légitimité à occuper le lieu. Certains habitants donnent à leur quartier le nom du Président de la République en poste, voire celui de sa mère, ou encore le nom d'élus politiques régionaux ou locaux. De cette manière, l'organisation d'un délogement par les dirigeants devient plus délicate. Lorsque le quartier est reconnu par la Municipalité, on note un regain d'attractivité pour le lieu et une reprise des transactions (Echeverría et Chourio, 2001). Le Maire ou le Gouverneur délivrent en effet des titres de régularisation. Il ne s'agit pas de véritables titres de propriété mais d'attestations qui garantissent aux habitants qu'il n'y aura pas de délogement. Avec ce type de certificat délivré dans le cadre du clientélisme politique, les habitants ne sont ni propriétaires, ni illégaux. Le statut est intermédiaire. Ils ne possèdent pas mais ont un droit à posséder dans un avenir plus ou moins lointain : l'évaluation du prix du terrain, son paiement et la réalisation d'un acte notarié officiel sont des
- 19 étapes qui demandent du temps pour être effectivement réalisées. On pourrait alors parler de « demi-appropriation » ou de « sous-appropriation » pour caractériser ce statut juridique supposé intermédiaire. Dans ces quartiers, l'appropriation peut être qualifiée de collective au départ mais elle devient rapidement individuelle avec l'obtention des certificats de régularisation. Cette forme d'appropriation individuelle crée rapidement de la différence : d'un terrain à un autre, d'un logement à un autre, apparaissent des mises en valeur et des formes très hétérogènes. Au début d'une invasion, en général, les habitants ne s'approprient pas vraiment les terrains mais ils en font plutôt un usage dans la mesure où ils revendent souvent leur terrain au bout de quelques mois ou de quelques années. En effet, dans certains *barrios* de Maracaibo, trois ans après l'invasion, seulement un tiers des habitants qui ont envahi le terrain y habite toujours : les deux autres tiers sont partis habiter ailleurs après avoir vendu leur terrain (Echeverría et Chourio, 2001). L'invasion permet de cette manière, et pour certains habitants seulement, de spéculer. Le degré d'appropriation peut aussi varier selon l'appartenance culturelle. Par exemple, les Guajiros, une ethnie qui a sa propre langue et une culture très distincte de la culture vénézuélienne majoritaire, ont parfois tendance à moins consolider leurs logements dans la mesure où ils conservent des pratiques de semi-nomades. L'attachement à un terrain ou à un logement autoproduit est alors moindre.
- 20 Il faut aussi dire qu'il existe un grand flou juridique autour de la propriété. Par rapport à d'autres pays d'Amérique latine, la situation vénézuélienne est spécifique puisque, sur le

long terme, il n'y a pas eu de régulation foncière et que les régularisations prévues dans le cadre de la révolution bolivarienne apparaissent très limitées (Coing, 2004). Dans les faits, on ne connaît pas toujours le propriétaire d'un terrain, beaucoup de terrains sont dans une situation d'indivision, il y a parfois plusieurs propriétaires pour un même terrain, de nombreux propriétaires ne peuvent pas prouver qu'ils le sont, etc. (Barroso et Echeverría, 2002). Il existe bien un cadastre à la Mairie de Maracaibo. Mais il n'est ni actualisé, ni très fiable. De ce fait, l'appropriation des terrains est source de conflits. Les terrains inoccupés ou laissés vacants sont rapidement réoccupés par d'autres personnes. De surcroît, le vol de terrain est assez fréquent, surtout au début, d'où la nécessité de le surveiller ou de le faire surveiller. À ce flou juridique correspond néanmoins un marquage fort de l'espace géographique, un marquage notamment matérialisé dans les formes de clôture des terrains. Ainsi, au cours des années qui passent, plus le logement est consolidé, plus le terrain est entouré, borné et délimité : les fils barbelés ou les simples barrières en bois sont remplacés par des clôtures consolidées qui se transforment en véritables murailles lorsque le logement est dans sa phase d'achèvement. Ce marquage fort reflète aussi l'importance du capital accumulé : le logement peut représenter les économies de toute une vie. L'appropriation affective peut alors être très importante.

- 21 Par ailleurs, dans un contexte de grandes difficultés économiques, comme à Caracas (Baby-Collin, 2001) on observe une tendance à la fermeture dans les *barrios*. C'est-à-dire que les solidarités familiales et amicales progressent au détriment des organisations communautaires, que le développement de la violence et de l'insécurité limitent les projets publics collectifs et aussi que certains habitants tendent à limiter leurs déplacements dans le reste de la ville. À Maracaibo, dans les *barrios* les plus consolidés apparaissent, sur le même principe que dans la ville dite formelle, des barrières ou des barrages de contrôle à la circulation souvent appelés « guérites de surveillance ». De plus, des polices informelles désignées sous le nom de *poliwayu* sont payées par les habitants pour effectuer des rondes de surveillance.

Figure 3 : Un barrio autoconstruit du sud de Maracaibo (cl. J.-M. Fournier, juin 2004)

A self made barrio in south Maracaibo



L'exemple du barrio Maria Angelica de Lusinchi

- 22 Situé au sud-est de Maracaibo, ce *barrio* fondé en 1984 comprend environ 4 000 habitants et 800 logements (Barroso et Echeverría, 2002). Un tiers de ces personnes est de nationalité colombienne et un cinquième est constitué d'Indigènes. Les terrains relèvent à la fois du secteur public (propriété de l'Institut agraire national) et du secteur privé (propriétaires indépendants). L'invasion a été organisée avec la complicité de quelques élus et surtout du principal propriétaire qui loue lui-même les emplacements construits. Le nom donné à ce *barrio* par les habitants est celui de la mère (Maria Angelica) du président de la République de l'époque (Jaime Lusinchi). C'est une manière de rendre hommage au Président, de lui témoigner son soutien électoral et de se prémunir d'une éventuelle expulsion. Cependant, en 1993, à l'initiative du Gouverneur de l'état du Zulia, deux délogements ont été imposés de force par la police pour une partie des habitants. Ils sont néanmoins revenus s'installer quelques mois plus tard, alors même que leur logement avait été détruit. L'attachement au lieu et l'appropriation symbolique sont donc ici relativement importants.
- 23 Aujourd'hui, ces logements ont généralement des fondations en ciment, un toit en tôle et des murs en briques artisanales. Une partie des matériaux, surtout à l'intérieur, n'est pas durable. Par exemple, on utilise du carton pour cloisonner une pièce en deux parties. Il manque des fenêtres, des portes, la toiture est incomplète, etc. Un tiers des logements n'a qu'une seule pièce et pour le reste, on ne compte généralement qu'une seule chambre. Les services urbains sont limités. L'électricité provient de prises illégales jusqu'en 1997, date à laquelle un réseau officiel est construit. Par ailleurs, le service municipal de collecte des ordures ménagères n'est fourni qu'à la moitié des habitants. Il n'y a qu'une seule école. Enfin, un réseau de bus dessert les principaux axes. Tous les autres services manquent : il n'y a pas de réseau d'eau, ni de dispensaire, les rues ne sont pas goudronnées, etc.

- 24 La situation sociale y est très précaire. Les enquêtes réalisées (Barroso et Echeverría, 2002) montrent que les familles sont relativement jeunes : les deux tiers des chefs de famille ont entre 20 et 35 ans et leurs enfants ont généralement moins de cinq ans. Les familles monoparentales (femme vivant seule avec ses enfants dans la plupart des cas) représentent 10 % du total. Globalement, les revenus des familles sont faibles et n'atteignent pas le salaire minimum. On estime que si ces familles pouvaient doubler leurs revenus, cela ne suffirait pas tout à fait pour couvrir les dépenses d'une alimentation équilibrée. Par ailleurs, ces revenus sont instables pour les deux tiers des habitants puisqu'ils travaillent dans le secteur dit informel qui n'assure aucune sécurité. Le moindre problème (maladie, accident, vol, etc.) peut engendrer de très grandes difficultés pour la survie quotidienne. Le seul capital dont disposent ces habitants, c'est leur logement, même si le terrain est en location. La notion d'appropriation dépendante apparaît ici relativement bien convenir.
- 25 Cet exemple montre clairement les difficultés pour les habitants des *barrios* à s'approprier leur domicile et à être reconnus comme des citoyens à part entière. Le processus est très long pour passer d'une appropriation physique mais illégale à une appropriation juridique et reconnue, donnant accès aux services urbains et sociaux. Il est intéressant de noter que la première association de voisinage officielle n'est créée qu'en 1995, soit plus de dix ans après l'invasion. Aujourd'hui, si ce *barrio* est intégré au cadastre en tant qu'espace urbanisé, il est toujours en attente d'une régularisation juridique. La majorité des habitants n'a d'ailleurs pas connu l'invasion initiale dans un contexte de mobilité résidentielle relativement forte. Elle ignore même parfois l'histoire du quartier. Cela rend difficile l'appropriation collective des lieux et la mise en place de programmes d'aide sociale. Au départ, l'intervention sociale vise à restaurer la confiance des populations frappées par le désintérêt général et éventuellement devenues méfiantes suite à des promesses électorales non ou partiellement tenues. On cherche de cette manière à ce que les habitants se réapproprient ou s'approprient tout simplement les bases d'une démarche collective, qui est la condition nécessaire à toute démarche officielle pour la régularisation des terrains.

Une forme d'appropriation exclusive de l'espace : les quartiers fermés et privés

- 26 La tendance à la fermeture des espaces urbains est mondiale. Il s'agit des *gated communities* aux États-Unis, des *barrios cerrados* ou *contries club* en Argentine, des *urbanizaciones privadas* ou *conjuntos cerrados* au Venezuela (García Sánchez, 2004), etc. Ce phénomène existe dans toute l'Amérique latine avec des dénominations variables selon les pays (Capron, 2004). Beaucoup de travaux ont été réalisés à ce sujet qui posent la question de la ségrégation. À Maracaibo, dans les quartiers Nord, on compte de nombreux lotissements de ce type depuis la fin des années 1990. Ils sont souvent appelés *villas* (Villa Duna, Villa Paraiso, Villa Arena, Villa Gracia, etc.) et sont entourés de hauts murs ou de grilles. Ces quartiers sont situés à proximité d'axes autoroutiers d'importance, ce qui facilite leur accès depuis les zones les plus attractives de la ville. Les entrées et sorties sont strictement contrôlées par des vigiles armés appelés *guachimanes*, terme qui provient de *watchman* désignant traditionnellement les gardiens engagés dans l'industrie pétrolière.

- 27 À l'intérieur des lotissements fermés, on trouve des infrastructures sportives (piscine, terrains de tennis, etc.) et des espaces verts et récréatifs (parcs et jeux pour les enfants). Les lotissements les plus chics ont une *casa vecinal* ou *club house* : un local, généralement central, pour se rencontrer, pour établir des liens sociaux mais aussi pour héberger les réunions du conseil en charge de la gestion du lotissement (*junta de condominio*). Il existe aussi des associations : association de voisinage, l'association des Dames du lotissement, etc. Néanmoins, les travaux de A. Romero *et al.*, (2003) montrent que ces espaces sont généralement plus des espaces communs que des espaces publics dans la mesure où ils sont partagés sans vraiment être le support de liens sociaux. Ces lieux permettent plutôt la coprésence ou la reconnaissance d'une appartenance à une certaine strate sociale. À Maracaibo, il n'existe pas, ou pas encore, de lotissements dotés de commerces, d'écoles ou de lieux de culte. Et en l'absence de toute revendication d'autonomie, il serait exagéré de parler de sécession urbaine. Les motifs invoqués pour résider dans ces nouveaux lieux clos sont d'abord la qualité de vie et l'insécurité. Selon A. Romero *et al.*, (2002) à Maracaibo, le sentiment d'insécurité chez ces habitants est plus important que l'insécurité réelle et objective, ce qui l'amène à parler d'un processus de construction sociale de la peur. Les lotissements privés et fermés sont donc une forme extrême d'appropriation de l'espace puisqu'il est interdit d'y pénétrer. Cela révèle également une tendance à la privatisation des espaces urbains et à la fragmentation sociospatiale (Prévôt Schapira, 2004). On pourrait peut-être parler d'appropriation complète ou peut être, mieux, d'appropriation totale pour caractériser ce nouveau phénomène.
- 28 On observe en réalité à Maracaibo plusieurs processus. Depuis quelques années, tous les nouveaux lotissements bâtis correspondent à ce mode d'urbanisation. Le phénomène ne se limite donc plus à la classe aisée mais concerne désormais un très grand nombre d'habitants, en dehors bien sûr de ceux ayant recours à l'autoconstruction. La plupart des lotissements est donc relativement modeste, ne présentant aucun équipement particulier. Y réside une certaine classe moyenne, bien que ce terme soit actuellement relativement difficile à définir au Venezuela. Il faut aussi distinguer les lotissements fermés dès leur conception et les quartiers clos *a posteriori*. Les cas de fermeture par des murs après coup restent cependant relativement rares. Mais les fermetures de rues, notamment des impasses, par de simples grilles, sont assez fréquentes. La tendance à la fermeture se traduit également par l'apparition de nombreuses grilles aux portes d'entrées, aux fenêtres, aux balcons, etc. Des grilles supplémentaires apparaissent même à l'intérieur des immeubles : devant l'ascenseur, au niveau des paliers, devant les portes d'entrée des appartements, etc. Le franchissement de plusieurs grilles avant d'accéder à l'intérieur d'un logement rappelle ainsi les espaces cloisonnés des prisons.

Des gradients d'appropriation liés aux inégalités sociales

- 29 À Maracaibo, comme dans toutes les villes vénézuéliennes, avoir un terrain, être propriétaire, c'est avoir un capital mais c'est aussi être quelqu'un dans la société. L'appropriation de l'espace est un processus qui contribue donc à positionner les personnes dans l'échelle sociale. Mais tout le monde n'a pas les mêmes moyens d'action. Il y a ceux qui font seulement un usage de l'espace : ce sont les groupes populaires. Ils peuvent être expropriés du centre-ville, ils peuvent être délogés des terrains qu'ils ont envahis en périphérie, faute de pouvoir se loger autrement. Ces habitants n'ont, au

mieux, que des titres de régularisation qui ne sont en réalité que des droits à posséder dans un avenir plus ou moins lointain et incertain. On pourrait parler d'appropriation dépendante ou d'appropriation mineure. Par ailleurs, il y a ceux qui peuvent s'approprier effectivement et fortement l'espace, c'est le cas des habitants des quartiers privés et fermés. Pour eux, l'appropriation pourrait être qualifiée de totale ou de majeure. Enfin, il y a ceux qui contrôlent et peuvent s'approprier les espaces des autres : l'élite dirigeante, l'État, les groupes très favorisés qui disposent d'une clientèle politique dans les quartiers autoproduits. Concernant les politiques de délogement et de destruction totale des quartiers autoproduits dans les années 1960 et 1970, avec l'intervention violente des forces armées, on pourrait parler d'appropriation extrême de l'espace ou encore d'appropriation inconditionnelle. Mais depuis la fin des années 1980, la tendance est plutôt au rapport de force, plus ou moins tendu selon les conjonctures, menant à un type de contrôle plus tolérant. Les notions d'appropriation négociée ou d'appropriation sous contrôle semblent alors plus opportunes. Il apparaît ainsi nécessaire de compléter la notion d'appropriation par des adjectifs qualificatifs : appropriation dépendante ou mineure, appropriation totale ou majeure, appropriation extrême ou inconditionnelle, etc. Cette typologie mériterait d'être affinée mais elle présente l'avantage d'exprimer des gradients d'appropriation qui varient en fonction de la position occupée sur l'échelle sociale, échelle qui est par ailleurs très étirée au Venezuela.

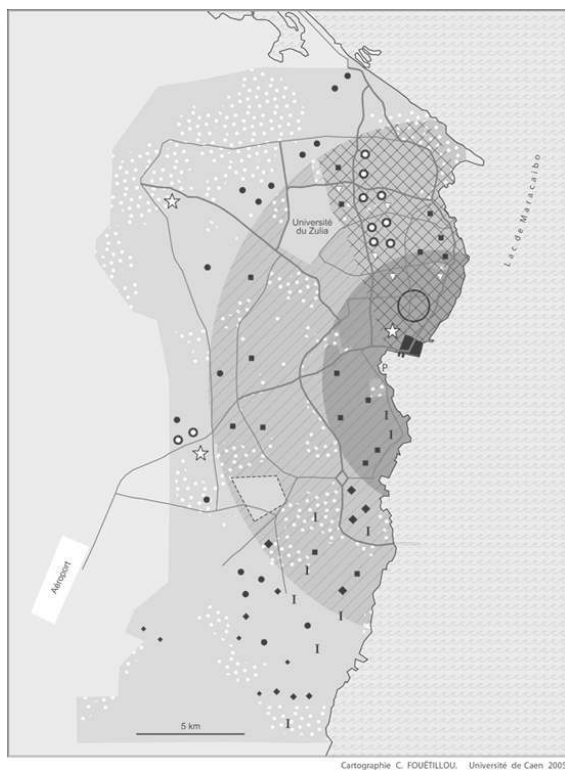
- 30 La carte proposée (fig. 4) permet d'identifier quatre grands secteurs de Maracaibo correspondant à quatre grands types d'appropriation. Tout d'abord, le centre historique d'origine coloniale est le lieu d'appropriation inconditionnelle des groupes dominants. C'est un lieu historiquement important. Il le reste avec l'étalement de la ville dans les années 1970 et la tendance à la patrimonialisation des années 1990. Le secteur Nord, lieu de résidence des populations favorisées, constitue un deuxième type d'espace. C'est une partie de la ville qui comprend la ville pétrolière, les beaux quartiers, les quartiers des affaires mais aussi les centres commerciaux de luxe ainsi que les quartiers privés et fermés. Elle comprend des lieux de la fermeture et de la surveillance : ce sont des lieux de l'appropriation majeure ou totale. Le troisième type d'espace est un secteur intermédiaire correspondant à la partie de la ville formelle des classes dites moyennes qui tendent aujourd'hui à s'appauvrir fortement et qui ont perdu toute perspective de promotion sociale. Cela correspond à des lieux de l'appropriation légale, formalisée ou réglementée. Enfin, le dernier type d'espace est représenté par les périphéries socialement et spatialement hétérogènes mais globalement pauvres. Ce sont les lieux de l'appropriation dépendante ou de « sous-appropriation ».
- 31 Cette typologie sommaire dégage donc quelques grandes tendances de la dynamique sociospatiale à l'œuvre à Maracaibo. Des nuances sont cependant à apporter à ce constat. Par exemple, on observe des quartiers populaires isolés dans toute la ville, y compris dans les beaux quartiers ; et à l'inverse, des lotissements formels existent dans les périphéries autoconstruites. Dans le détail, aux échelles locales, apparaît une grande complexité des types d'appropriations et des usages des espaces.

Conclusion

- 32 Au cours de l'histoire, le centre-ville de Maracaibo reste un lieu approprié par les pouvoirs publics et le groupe socialement dominant qui, cependant, n'y réside plus aujourd'hui. Ces personnes maintiennent un pouvoir sur cet espace en le restructurant

dans les années 1970 (démolition du quartier populaire El Saldillo) et en introduisant dans les années 1990 de nouveaux usages par la fréquentation élitiste de quelques nouveaux lieux de culture patrimonialisés. Le sens des transformations est aussi religieux. Les opposants au Gouvernement de Hugo Chavez cherchent aujourd'hui à réaffirmer la présence traditionnelle de l'Église catholique dans le centre-ville. L'importance symbolique de la place Simon Bolivar, dont le nom est constamment utilisé dans le cadre de la révolution bolivarienne, s'en retrouve ainsi amoindrie. Les invasions illégales de terrains dans les périphéries désignent d'autres formes d'usage de l'espace pour les habitants qui n'ont pas d'autre choix que d'habiter dans ces quartiers. Ces invasions illustrent aussi d'autres formes d'appropriation, notamment pour les intermédiaires qui les contrôlent à des fins de spéculation immobilière. Enfin, les quartiers fermés, même s'il s'agit d'un phénomène limité, correspondent à des formes d'appropriation d'espaces résidentiels exclusives qui remettent en question la notion même de ville. Globalement, à Maracaibo, et ce constat est valable pour bon nombre de villes d'Amérique latine, plus on occupe une position sociale élevée dans la société, plus il est aisé de s'approprier des espaces, y compris parfois les espaces occupés et aménagés par d'autres habitants.

Figure 4 : Carte de Maracaibo (réalisation : C. Fouétilou, Université de Caen, 2005)
Map of Maracaibo





- 33 La lecture des villes vénézuéliennes par les notions d'appropriation et d'usage des espaces montre l'importance du pouvoir sur l'espace des groupes sociaux dominants et, par conséquent, de leur pouvoir sur les autres groupes de la société, notamment sur le secteur populaire. Dans une perspective de géographie sociale, la notion d'appropriation semble plus adéquate que celles de territorialisation, de marquage, de pratique ou encore d'usage de l'espace géographique. Parce que son sens est plus fort, le mot appropriation invite plus facilement à préciser qui s'approprie quoi et avec quelle intensité. Pour aller plus loin, il importerait de tenir compte de la durabilité de l'appropriation avec l'hypothèse que les groupes sociaux défavorisés s'approprient l'espace géographique dans des temporalités relativement courtes : dans les quartiers autoproducts, l'instabilité économique et sociale et la dimension juridiquement illégale de la propriété peuvent contraindre à céder ou à abandonner un terrain à l'échelle de quelques années ou de quelques mois. À l'opposé, pour l'élite sociale, l'appropriation des beaux quartiers, assortie de fortes garanties juridiques, s'inscrit dans le temps long d'une ou de, parfois, plusieurs générations. Enfin, il faut rappeler que, depuis 1999, le gouvernement du Président Hugo Chavez opère des réformes importantes au Venezuela. Il existe notamment une loi récente³ qui prévoit que l'État légalise les terrains qui ont été envahis. En théorie, cette loi devrait reconnaître à tous le droit d'être propriétaire. Dans la réalité, il est encore trop tôt pour mesurer les effets de cette loi qui pourrait être éventuellement contournée et récupérée par tous ceux qui y perdent du pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

- BABY-COLLIN (V.), 2001. – « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole », *Cahiers des Amériques latines*, p. 109-128.
- BARROSO (H.) ECHEVERRÍA (A.) (coord.), 2002. – *De un fragmento urbano desarticulado a un sistema de actores*, Maracaibo, Facultad de Arquitectura y Diseño, Instituto de Desarrollo Social, tomo 1, 418 p.
- BOLIVAR (T.) (dir.), 2001a. – *Voces solidarias, contribución a la participación para el diseño*, Caracas, Facultad de Arquitectura y urbanismo, Universidad Central de Venezuela, 223 p.
- BOLIVAR (T.), 1995. – « Construction et reconnaissance des barrios urbains au Venezuela », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 66, p. 81-87.
- , 2001b. – « Reflexiones sobre el gobierno de las ciudades y metrópolis contemporáneas », *Urbana*, n° 28, Caracas, Universidad Central de Venezuela, p. 67-72.
- , 2002. – « Algunos obstáculos que han impedido la regularización jurídica de los barrios venezolanos », *Urbana*, n° 30, Caracas, Universidad Central de Venezuela, p. 69-72.
- CAPRON (G.), 2004. – « Les ensembles résidentiels sécurisés dans les Amériques : une lecture critique de la littérature », *L'Espace Géographique*, n° 2, p. 97-113.
- COING (H.), 2004. – « Caracas et l'approfondissement de la révolution », *Revue urbanisme*, n° 339, p. 33-36.
- ECHEVERRÍA (A.), CHOURIO (G.), 2001. – « Hacia una interpretación de la dinámica barrial en Maracibo », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 63, n° 1, Mexico, Instituto de Investigaciones Sociales, p. 177-200.
- ECHEVERRÍA (A.), 1995. – *Los asentamientos irregulares en el proceso de urbanización de Maracaibo, la formación de la ciudad precaria*, Trabajo de ascenso para optar a la categoría de Profesor titular, Maracaibo, Facultad de Arquitectura, La Universidad del Zulia, 116 p.
- GARCÍA SÁNCHEZ (P. J.), 2004. – « La forme privative de l'urbanité : emprise sécuritaire et homogénéisation socio-spatiale à Caracas », *L'Espace Géographique*, n° 2, p. 114-130.
- MACHADO (M.), QUIJANO (E.), RODRIGUEZ (E.), 1994. – *La otra ciudad, la génesis de la ciudad petrolera de Maracaibo*, Maracaibo, Facultad de Arquitectura, La Universidad del Zulia, 175 p.
- PORTILLO (J.), 2003. – *El glorioso ayer, Maracaibo 1936-1970*, Caracas, Editorial Arte, 208 p.
- PRÉVÔT SCHAPIRA (M.-F.), 2004. – « Amérique latine, les quartiers privés comme objet de recherche », *Revue urbanisme*, n° 337, p. 64-65.
- ROMERO (A.), RUJANO (R.), DEL NOGAL (J.), 2002. – « Control social : nuevas realidades, nuevos enfoques », *Espacio Abierto, Cuaderno venezolano de sociología*, vol. 11, n° 4, Maracaibo, La Universidad del Zulia, p. 665-680.
- ROMERO (A.), SANDOVAL (E.), SALAZAR (R.) (coord.), 2003. – *Venezuela : horizonte democrático en el siglo XXI*, Buenos Aires, Libros en red, Sociedad Zuliana de Sociología, 465 p.

NOTES

1. Les définitions ici retenues sont inspirées du dictionnaire : *Le Grand Robert de la langue française*, édition 2001, tome 5, p. 1003, 1306 et tome 6 p. 1638. Pour plus de précision, voir l'introduction de F. Ripoll et de V. Veschambre de ce numéro thématique.
 2. Si Maracaibo n'est pas une ville pétrolière au sens strict, c'est la capitale de l'état du Zulia qui reste encore aujourd'hui un des lieux d'extraction majeur de pétrole à l'échelle internationale. Depuis les débuts de l'exploitation du pétrole dans les années 1930, Maracaibo a toujours été considérée dans la région comme la ville de référence : lieu d'habitat des dirigeants de l'industrie pétrolière, lieu des sièges sociaux, lieu de décision, lieu des investissements financiers, etc. En ce sens, Maracaibo cristallise une bonne partie des retombées pétrolières régionales depuis plus de 70 ans.
 3. Il s'agit de la Loi de prestation du logement et de l'habitat et du décret 1666 de 2002.
-

RÉSUMÉS

Cet article applique la notion d'appropriation de l'espace à partir de l'espace-laboratoire de Maracaibo, deuxième ville du Venezuela. Cette ville présente la spécificité historique de connaître une dynamique de croissance urbaine très extensive. Globalement, plus on occupe une position sociale favorisée dans la société, plus il est aisé de s'approprier des espaces. On peut alors parler d'appropriation exclusive, d'appropriation totale ou encore d'appropriation inconditionnelle de l'espace. En revanche, pour les groupes socialement défavorisés, aux pouvoirs limités, l'appropriation de l'espace n'apparaît que dans des modes mineurs. Il convient alors d'utiliser les notions de sous-appropriation ou d'appropriation dépendante. En fin de compte, les différents gradients d'appropriation de l'espace observés correspondent largement aux fortes inégalités sociales qui caractérisent la société vénézuélienne.

In this paper the relevance of the notion of space appropriation is investigated, and tested on the city of Maracaibo, second largest city of Venezuela, used as a laboratory space. The notion of appropriation considered here is a broad notion, extending from the official landownership to the illegal appropriation of invaded urban territories. This city is historically a place where both a logic of spaces to conquer and a very extensive urban growth can be observed. Globally, the higher the social position in the society, the easier it is to appropriate spaces. It is then possible to speak of exclusive appropriation or of total appropriation of space. However, for less favoured social groups having limited power, space appropriation occurs with a much lower intensity. The relevant notions are here notions of under-appropriation or dependent appropriation. All things considered, the various gradients observed in the appropriation of space closely match the strong inequalities characteristic of the Venezuelan society.

INDEX

Mots-clés : appropriation de l'espace urbain, inégalités sociales, pouvoir

Index géographique : Venezuela, Maracaibo

Keywords : power, social inequalities, urban space appropriation

AUTEURS

JEAN-MARC FOURNIER

CRESO – Université de Caen, ESO, UMR 6590 – CNRS, jean-marc.fournier@unicaen.fr

GUSTAVO CHOURIO

Universidad del Zulia, Maracaibo, Venezuela, gchourio@hotmail.com

ANDRÈS ECHEVERRÍA

Universidad del Zulia, Maracaibo, Venezuela, aecheverria@cantv.net